

Guerre Israël-Hamas Pour défendre la paix, il faut d'abord reconnaître qu'une vie vaut une autre vie

Un collectif de dix universitaires estime que le traitement médiatique et politique du conflit ne considère pas de la même manière toutes les victimes

Des centaines de jeunes participant à une rave-party ont été sommairement exécutés ; les habitants des kibboutzim de Kfar Aza et de Be'eri ont été torturés et brûlés. Ni les enfants, ni les bébés, ni les vieillards n'ont été épargnés. Des exactions contre les civils sont survenues ailleurs et des Israéliens ont été kidnappés. Rien ne saurait justifier une telle inhumanité. Rien. Le temps est à la condamnation sans réserve des crimes et des horreurs perpétrés par le Hamas, et au recueillement.

Si l'on souhaite participer d'un horizon de paix et de justice, et non d'une surenchère de division et de haine, le temps est aussi à un appel à la vigilance face à un traitement médiatique et politique occultant ou déclassant certaines victimes et certaines responsabilités. Parce que pour défendre la paix, il faut d'abord reconnaître qu'une vie vaut une autre vie, et considérer le tragique décompte des morts.

Onze jours après l'attaque du Hamas, le bilan est de plus de 4 000 morts : 1 400 Israéliens et déjà plus de 2 750 Palestiniens dans la bande de Gaza. Or, la valeur des victimes ne semble pas être appréciée de la même manière pour les Israéliens, reconnus comme des individus ayant un visage, un nom, une famille, une histoire, que pour les Palestiniens, dont la mort anonyme est juste localisée dans le territoire de la bande de Gaza. Ces morts sont ainsi banalisés dans la fatalité d'un décompte dont beaucoup s'accommodent.

L'inégalité d'émotion collective devant la souffrance, l'occultation de certaines violences que l'on finit par tenir pour or-



LA COCONSTRUCTION D'UNE FEUILLE DE ROUTE EST UNE UTOPIE VITALE

dinaire et inévitable, tout ceci constitue la pire des humiliations et la source la plus marquante de tragédies révoltantes.

Le contexte historique et géopolitique peut permettre de comprendre cette asymétrie, mais cela ne doit pas nous empêcher de la rendre visible et de la dénoncer. Depuis le retrait des colonies israéliennes de Gaza, il s'agit du cinquième épisode de la guerre entre le Hamas et Israël (« Plomb durci » fin 2008, « Pilier de défense » en 2012, « Bordure protectrice » à l'été 2014 et « Gardien des murs » en 2021). La violence est cette fois-ci d'une tout autre ampleur : invasion du territoire israélien par voies terrestres, aériennes et maritimes, des centaines de civils et militaires pris en otage quand ils n'ont pas été exécutés, et un possible embrasement du conflit (touristes israéliens assassinés en Égypte, bombardements revendiqués par le Hezbollah libanais au nord d'Israël).

Rappelons-nous cette question : « *Où sont nos soldats ?* » posée par les habitants de Sdérot, d'Erez ou du kibboutz Be'eri, quand ils se sont rendu compte, avec stupeur, que l'armée israélienne

avait déserté ces lieux à quelques kilomètres de la bande de Gaza. C'est que trois quarts des unités étaient déployées en Cisjordanie, pour protéger les 500 000 colons qui occupent la terre des Palestiniens au mépris du droit international, et pour endiguer les violentes exactions perpétrées dans les villages palestiniens par ces mêmes colons, comme à Huwara, en février.

Avner Bamea, ancien officier du service de sécurité israélienne (le « Shin Beth ») et actuellement chercheur au National Security Studies Center de l'université d'Haïfa, rappelle qu'en temps normal entre 50 % et 70 % des forces armées sont occupées à quadriller la Cisjordanie et que, parmi ces forces, 80 % servent à protéger les colons.

Mettre fin à la colonisation

L'erreur des services de renseignement, à commencer par le Shin Beth, est monumentale, mais la politique du gouvernement israélien – le plus corrompu et colonisateur de toute l'histoire du pays – est aussi à questionner : la situation des prisonniers politiques (en mal, ils étaient 4 900 dont 1 014 en détention administrative selon l'ONG Addameer) ; la transformation de la bande de Gaza en prison à ciel ouvert ; la poursuite et le développement de la colonisation en Cisjordanie ; les humiliations systématiques des Palestiniens aux checkpoints ; les exactions tolérées et provocations incessantes à l'esplanade des Mosquées ; et, sur le plan intérieur, la réforme de la justice muselant la Cour suprême et conduisant le pays dans le cercle des régimes illibéraux. Cela a affaibli la capa-

cité d'Israël à être un pays de justice et donc de paix et de sécurité.

La violence aveugle n'apporte aucune solution, pas plus que le fait de ne pleurer les morts que d'un seul côté. Une fois toutes les victimes pleurées, il faudra enfin repenser à une paix entre Israéliens et Palestiniens et nécessairement changer de politique. Mettre fin, pour commencer, à la colonisation croissante de la Cisjordanie, trouver de bons médiateurs et reconnaître le droit des Palestiniens à l'autodétermination et à une véritable souveraineté politique. La coconstruction d'une feuille de route est une utopie vitale, car il n'y aura pas de paix sans justice.

Rien ne justifie les horreurs perpétrées par le Hamas et nous les condamnons sans réserve. Aujourd'hui, il est tout aussi impérieux de dénoncer les violences commises contre les Palestiniens, soumis dans la bande de Gaza à un blocus inhumain contraire au droit international et contraints, sous les feux des bombardements, à se déplacer dans la partie sud de l'enclave qui est en train de devenir, selon l'Agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens, un « enfer (...) au bord de l'effondrement ».

Lundi 16 octobre, avant l'offensive terrestre imminente de l'armée israélienne, le ministre de la santé de la bande de Gaza y dénombrait plus de 2 750 morts dont 700 enfants et 9 700 blessés. Seule la pleine reconnaissance de l'humanité de chacun permettra d'entrer dans la paix. C'est aussi, pour les institutions internationales et européennes en particulier, une nécessité de porter de manière cohérente les principes qu'elles entendent défendre. ■

Bertrand Badie, professeur émérite à Sciences Po et sociologue des relations internationales ; **Étienne Balibar**, professeur émérite de philosophie à l'université Paris-Nanterre ; **Laurent Bègue-Shankland**, professeur de psychologie sociale à l'université de Grenoble ; **Karim Emile Bitar**, professeur en relations internationales à l'ENS Lyon ; **Sonia Dayan-Herzbrun**, professeure émérite en sociologie politique à l'université Paris Cité ; **Bérénice Hamidi**, professeure en études théâtrales à l'université Lyon-II ; **Philippe Martière**, professeur en sciences politiques à l'University College, à Londres ; **Béligh Nabli**, professeur en droit public à l'université Paris-Est-Créteil ; **Jérôme Segal**, professeur d'histoire à Sorbonne Université ; **Réjane Sénac**, politiste et directrice de recherche CNRS au Cevipaf et enseignante à Sciences Po